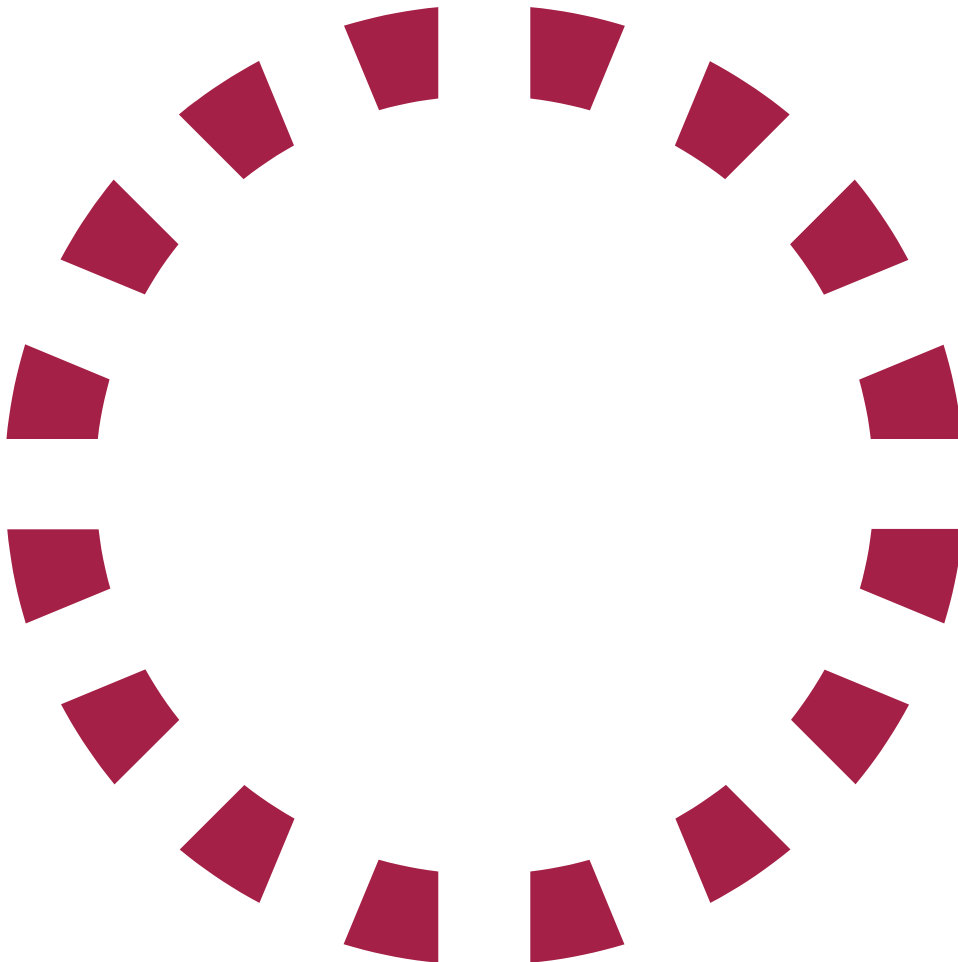


Enquête sur les perceptions relatives à la sécurité dans les régions de Mopti, Tombouctou, Gao au Mali (octobre 2022)





Dr Pauline Poupart et Dr Shourjya Deb (SIPRI)
Prof Tiéman Diarra (Direction des équipes de POINT SUD)

Février 2023

Ce rapport a été commandé et financé par CORDAID, une organisation humanitaire et de développement, travaillant à la fin de la pauvreté et de l'exclusion. Les opinions exprimées et les informations contenues dans ce document sont à la responsabilité des auteurs.

Sommaire

Sommaire	2
Définitions utilisées	3
I. Cadre de l'enquête	4
II. Échantillonnage et administration du questionnaire	5
III. Conditions de l'enquête.....	6
IV. Résultatsde l'enquête	7
4.1. Les perceptions de l'(in)sécurité	7
4.2. Les acteurs de la sécurité présents.....	11
4.3. Les relations des populations avec les acteurs étatiques nationaux de la sécurité.....	13
4.4. Les relations entre la société civile et les questions de sécurité.....	16
Conclusions	19
Recommandations	19

Définitions utilisées

Forces nationales de défense et de sécurité	Cette appellation inclut les Forces Armées Maliennes (FAMA)- l'armée, et les forces de sécurité intérieure que sont la garde nationale, la gendarmerie et la police.
Insécurité	État de peur et d'anxiété dû à une absence ou à un manque de protection. Cet état reflète à la fois une insécurité physique mais aussi une insécurité liée à des conditions socioéconomiques dégradées. ¹
Perceptions de la sécurité	Interprétations subjectives des conditions sécuritaires objectives. La perception de la sécurité se fonde sur des réactions psychologiques à la fois aux risques et aux mesures prises pour les limiter. ² De plus, elle peut être liée aux expériences des individus mais également avoir des liens forts avec leurs identités.
Sécurité	Le terme fait référence ici à la « sécurité objective » liée à la capacité d'un État à assurer la protection de ses citoyens face aux menaces intérieures et extérieures mais aussi à sa dimension « humaine » selon laquelle les individus et les collectivités sont protégés contre les atteintes à leur intégrité physique, psychologique et morale, causées par la violence politique ou civile, la mal-gouvernance juridique, les risques sanitaires ou environnementaux, et/ou par la menace de telles atteintes. ³
Violence contre les civils	Selon la définition donnée par ACLED ⁴ , événements violents lors desquels un groupe armé organisé inflige délibérément une violence sur des personnes non-combattantes et non-armées. Ces actes peuvent induire des violences sexuelles, des attaques armées directes, des kidnappings ou des disparitions forcées.

¹ Beland D (2005). The political construction of collective insecurity: From moral panic to blame avoidance and organized irresponsibility. Center for European Studies, Working Paper Series 126.

² B. Schneier, 'The Psychology of Security', in: S. Vaeudenay (Ed.), AFRICACRYPT 2008, (Springer-Verlag, 2008).

³ <https://www.unocha.org/sites/dms/HSU/Publications%20and%20Products/Human%20Security%20Tools/Human%20Security%20in%20Theory%20and%20Practice%20French.pdf>

⁴ https://acleddata.com/acleddatanew/wp-content/uploads/2021/11/ACLED_Codebook_v1_January-2021.pdf

I. Cadre de l'enquête

Ce rapport a été réalisé dans le cadre du programme *Just Future* (Avenir Juste), mis en œuvre par un consortium piloté par CORDAID qui rassemble plusieurs organisations et instituts de recherche et dont l'objectif est de soutenir les acteurs de la société civile. *Just Future* vise à établir un partenariat stratégique global avec les organisations de la société civile, afin « d'améliorer l'accessibilité, la réactivité et la redevabilité des institutions de sécurité et de justice », notamment par la « mobilisation de la société civile pour une action collective et un plaidoyer »⁵ dans six contextes fragiles (Burundi, République démocratique du Congo, Mali, Niger, Soudan du Sud et Afghanistan).

Conduite pour la première fois en novembre 2021, cette recherche s'appuie sur des enquêtes de perception qui seront menées deux fois par an jusqu'en 2025. Cette seconde collecte pour l'année 2022 est mise en œuvre sur le terrain par le Centre de recherche sur le savoir local-Point Sud. Cette recherche s'inscrit dans le deuxième objectif du programme *Just Future* visant à renforcer les capacités des organisations de la société civile.

Le questionnaire est structuré autour de quatre grandes sections :

1. le sentiment d'(in)sécurité au niveau national et local ;
2. l'identification et la présence - ou non - des acteurs de la sécurité ;
3. les relations avec les acteurs étatiques nationaux de la sécurité ;
4. les relations entre la société civile et les questions de sécurité.

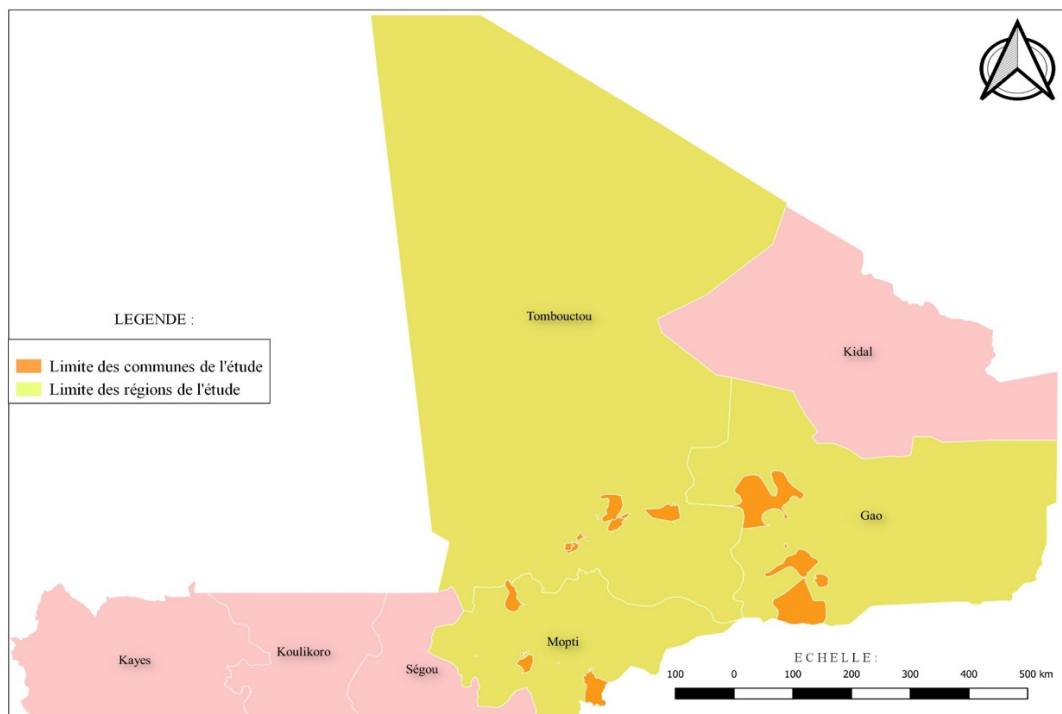
Il s'agissait de localiser les zones d'intérêts pour le programme et ses partenaires, d'identifier les acteurs de la sécurité présents avec l'objectif de mieux comprendre les relations entre les populations civiles et les forces de sécurité nationales. Cette recherche s'appuie à la fois sur un questionnaire et sur les journaux de terrain renseignés par les facilitateurs et facilitatrices. Ces données quantitatives récoltées et les observations recueillies ont pour but de renseigner la société civile ainsi que les acteurs nationaux et internationaux sur les types et les niveaux d'actions les plus appropriés à mettre en place, concernant les questions de sécurité, ainsi que sur les organisations et les interlocuteurs à privilégier.

⁵ Avenir Juste, Proposition de programme – octobre 2020, p. 7

II. Échantillonnage et administration du questionnaire

Les questionnaires ont été administrés entre le 29 septembre et le 8 octobre 2022.

Régions enquêtées	MOPTI ⁶	GAO	TOMBOUCTOU
Communes enquêtées	Bandiagara Koro Mopti Sio Ténienkou Youwarou	Ansongo Gao Bourem Gabero Tessit	Diré Lafia Rharous Tienkour Tombouctou Tinguereguif
% de l'échantillon	44 %	32 %	24 %



*Régions et communes enquêtées en octobre 2022 dans le cadre du projet Just Future
Cartographie du Mali, réalisée par O. Dembélé, coordinateur au sein de POINT SUD.*

L'enquête a couvert un échantillon de 524 personnes sur la base d'estimation des populations au niveau communal dans les zones urbaines (58 %) et rurales (42 %).

⁶ La zone étudiée ici correspond à l'ancienne région de Mopti.

III. Conditions de l'enquête

Cette seconde phase d'enquête s'est déroulée dans des conditions satisfaisantes, malgré des niveaux d'insécurité plus élevés dans les régions de Gao et Tombouctou. Si quelques retards liés aux pluies, aux inondations et au manque d'accessibilité par route dans certaines localités ont ralenti l'entrée sur le terrain, l'accueil des équipes de recherche et les interactions quotidiennes avec les administrations locales et leurs représentants ont été bons. Certaines catégories d'enquêtés demeurent toujours difficiles à atteindre, notamment les personnes déplacées internes et les personnes souffrant de handicaps.

Depuis la dernière enquête de mars 2022, le sentiment de sécurité dans la ville de Gao et dans ses alentours s'est dégradé. En dépit de la présence des forces de sécurité dans la ville, la situation est décrite comme « fragile », notamment en raison d'un niveau élevé de criminalité (braquages, pillages, enlèvements) ressenti par les habitants au quotidien. La présence des groupes djihadistes aux alentours de la ville est également considérée comme plus proche. Elle pèse parfois directement sur les villages à travers la collecte par ces derniers de « taxes » aux montants élevés, en liquide, présentées comme des obligations pour les habitants afin de « préserver leur sécurité ». ⁷ D'importants vols de bétails continuent d'être mentionnés. Enfin, les zones rurales de Tessit et de Bourem sont dans une situation d'insécurité importante marquée par l'absence des forces de sécurité étatiques, les combats entre groupes djihadistes, l'insécurité sur les routes et la persistance de l'absence de connexion aux réseaux téléphoniques.

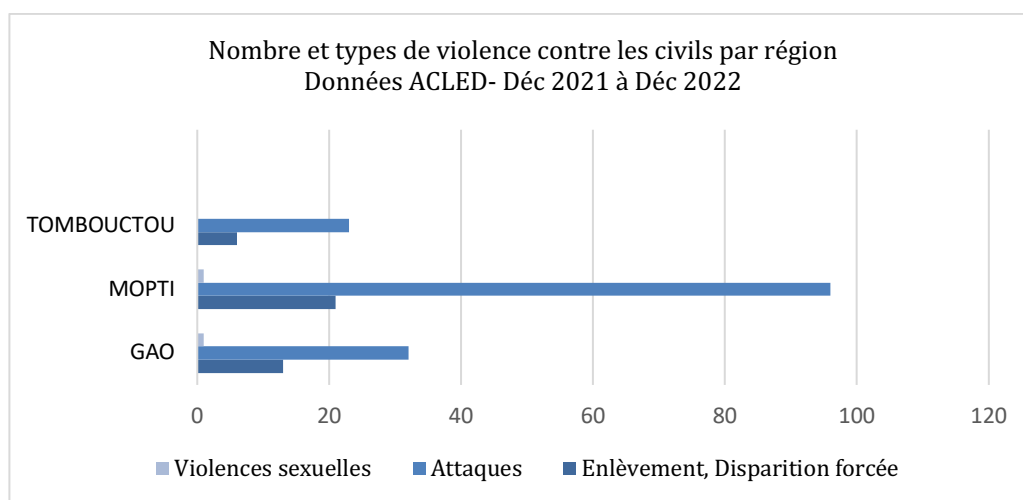
Dans la région de Tombouctou, un sentiment similaire d'accroissement de l'insécurité locale a été rapporté. Les communes rurales enquêtées mentionnent un banditisme important mais surtout l'absence des forces et le départ des autorités de l'État qui se matérialise notamment par la fermeture des écoles. Les sentiments « d'isolement » et de « délaissement » sont accentués par les difficultés à se déplacer en sécurité et à assurer les activités quotidiennes d'agriculture, d'élevage et de commerce.

Enfin, dans la région de Mopti, la tendance est contraire avec une perception prédominante d'amélioration de la situation, en particulier au sein de la ville où les activités quotidiennes se déroulent normalement, non sans une certaine prudence en raison de la petite criminalité qui persiste. Les zones, à l'extérieur de la ville, se situant « derrière le fleuve », restent évoquées comme étant les plus exposées. Les patrouilles des FAMA, avec, à leurs côtés, des « Russes » - désignés comme tels par les populations, ainsi qu'une présence importante des chasseurs *donsos* sont rapportées. Pour autant, les activités agricoles et commerciales et les déplacements restent limités dans la zone de Koro. A Ténenkou et Youwarou, les activités de pêche sont également très affectées par l'insécurité.

⁷ Observation de la facilitatrice, journal de terrain, commune de Gargouna, région de Gao, octobre 2022.

IV. Résultats de l'enquête

Au moment de l'enquête, le contexte des régions centre et nord est marqué par la recrudescence des attaques contre les forces armées maliennes et contre la MINUSMA avec la pose d'engins explosifs par les groupes djihadistes et l'attaque de postes de contrôle.⁸ Selon ACLED, 1324 incidents violents ont ainsi été rapportés au Mali depuis décembre 2021 (dont 248 explosions ou attaques à distance et 587 cas de violence contre les civils) conduisant à la mort de 4,491 personnes.⁹ Dans les trois régions étudiées ici, 193 cas prenant la forme d'attaques contre les civils, d'enlèvements et de violences sexuelles ont été rapportés :



Par ailleurs, depuis avril 2022, 370 548 personnes déplacées internes ont été enregistrées, dont environ 54 000 de la région de Ménaka¹⁰ ayant trouvé refuge dans la zone de Gao.

4.1. Les perceptions de l'(in)sécurité

Entre mars et octobre 2022, de manière globale, la perception de la situation sécuritaire à l'échelle du pays continue pourtant d'être perçue comme « s'étant améliorée ». C'est notamment le cas dans les régions de Mopti (à 92 %) et de Tombouctou (89 %). Cette impression reste liée, pour les enquêtés, à la « montée en puissance » des forces armées, notamment à travers les patrouilles perçues comme plus visibles dans les zones rurales et qui renforcent l'idée d'un déploiement plus important.

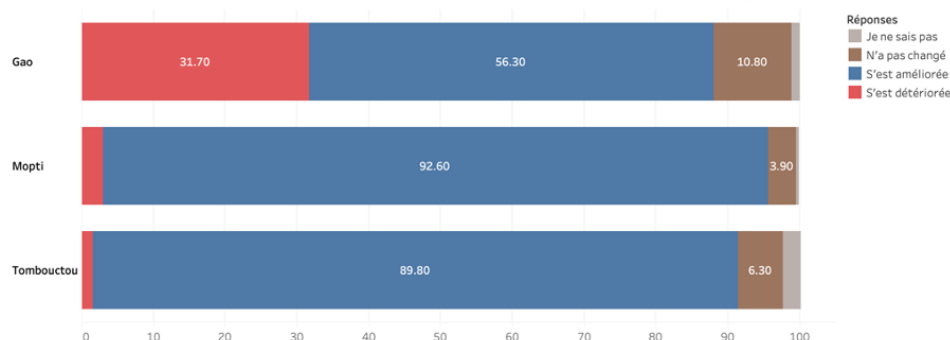
Pour autant, l'absence de l'armée est particulièrement soulignée dans les communes rurales de Diré, Lafia et Rharous pour la région de Tombouctou ; Bourem, Gabéro, Tessit et Tinguereguif pour celle de Gao ; et Koro et Sio pour celle de Mopti.

⁸ Bulletin mensuel d'octobre 2022 du National Early Warning System-Mali, WANEP.

⁹ Base de données en ligne ACLED, chiffres rapportés du 02/12/2021 au 02/12/2022.

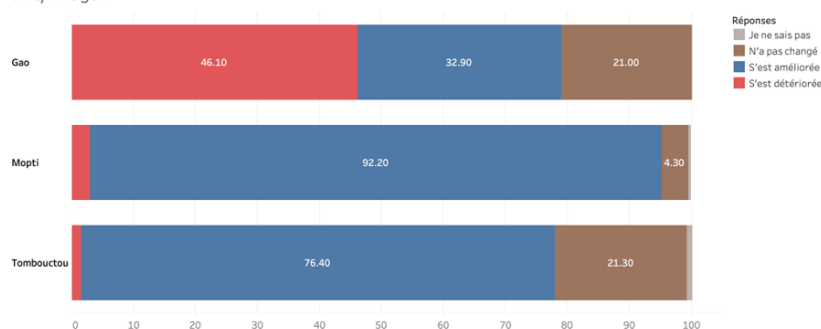
¹⁰ Rapport de situation Mali, OCHA, 24 août 2022.

Q.2.1 Depuis ces 3 derniers mois, pensez-vous que la situation sécuritaire dans le pays:



Aux échelles régionales et locales, le sentiment de sécurité est quant à lui plus variable.

Q.2.2 Depuis ces 3 derniers mois, pensez-vous que la situation sécuritaire dans votre ville/village :



Un sentiment de « détérioration » perdure ainsi pour 31 % des répondants de Gao dont la région connaît une situation particulière d'insécurité dans la ville et les villages environnants, en particulier au niveau de Gabéro et Tessit. Les raisons évoquées sont les attaques, les vols et menaces contre les individus, la présence de groupes armés non étatiques et la proximité des zones de combats.

Pour certains répondants, la présence des personnes déplacées internes (PDI) serait une possible source de « violence » supplémentaire, des braquages et des vols leur étant imputés « en plus » de ceux commis par les « bandits armés ». ¹¹ De façon générale, le nombre croissant de déplacés suscite surtout l'inquiétude du fait de l'aggravation des attaques contre les populations locales qu'il reflète. Les déplacés rencontrés au cours de l'enquête, à Gao, viennent surtout de la zone de Tallataye qui a connu des affrontements importants, en septembre, entre les éléments du groupe signataire du MSA-D (Mouvement pour le Salut de l'Azawad- Dawsahak) ¹² et les membres de l'organisation de l'État Islamique dans le Grand Sahara (EIGS). ¹³ Les conditions d'accueil des déplacés sont également rendues plus difficiles pour les populations hôtes à cause de la dégradation de la situation économique. Un nombre important de personnes déplacées a aussi été rapporté dans les zones de Youwarou et de Ténenkou. Elles sont accueillies par les autorités locales et logées dans des infrastructures municipales ou chez des résidents (à Youwarou). Cependant, l'arrivée de nouveaux déplacés venus de Moura, après l'intervention de l'armée au mois de

¹¹ Observation de la facilitatrice, journal de terrain, ville de Gao, région de Gao, mars 2022.

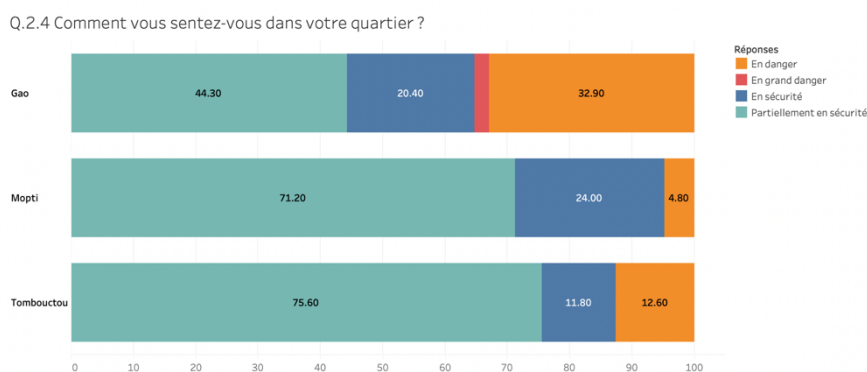
¹² Ce mouvement est également membre de la Plateforme des mouvements signataires de l'accord pour la paix et la réconciliation au Mali, dit « d'Alger », en juin 2015.

¹³ <https://www.aa.com.tr/fr/afrique/mali-33-personnes-tu%C3%A9es-dans-des-combats-contre-les-terroristes-%C3%A0-talataye-nord/2681787>

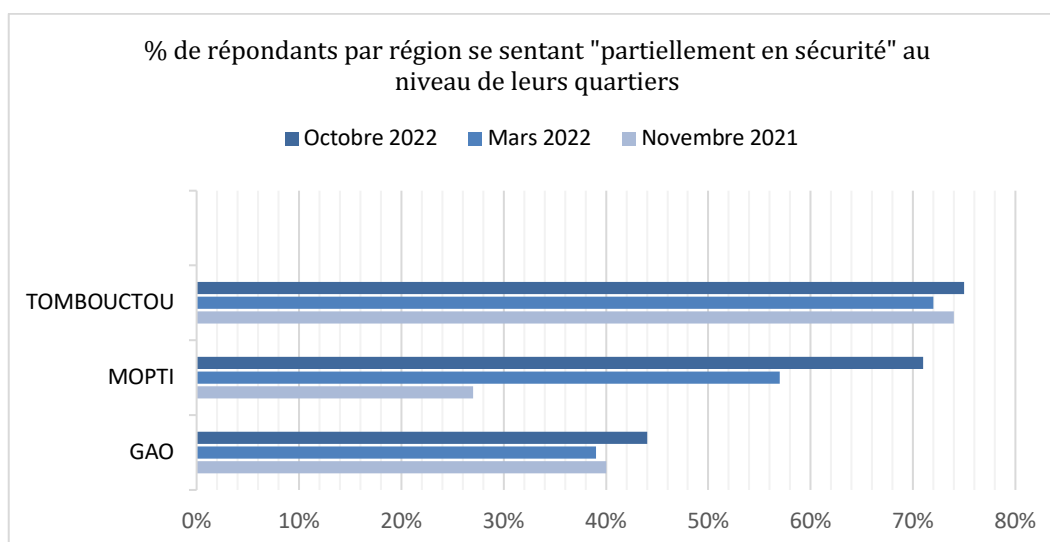
mars, n'a pas permis un accueil similaire à Ténenkou et ceux-ci sont « éparpillés » dans la ville lorsqu'ils ne choisissent pas de partir pour Mopti ou Bamako.¹⁴

Dans les autres régions de Mopti et de Tombouctou, les attaques, vols, menaces contre les personnes sont aussi devenues le premier facteur d'insécurité ressenti au niveau local, devant la présence des groupes armés.

Enfin, pour les trois zones, la pauvreté, le chômage et l'insécurité alimentaire sont systématiquement évoqués comme des facteurs d'insécurité, au même titre que l'insécurité liée aux armes.



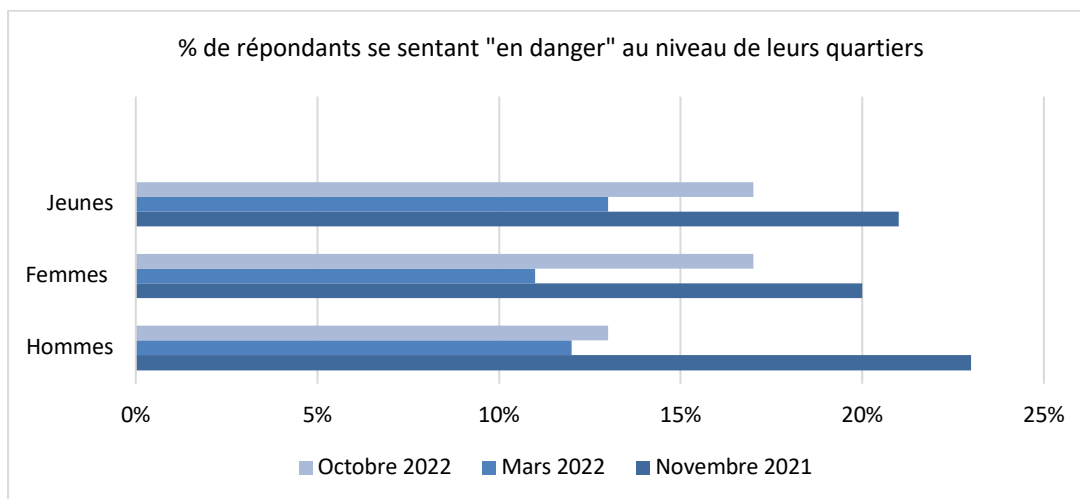
Au niveau de leurs quartiers, 63 % des répondants indiquent se sentir « partiellement en sécurité », notamment à Tombouctou (75 %) et Mopti (71%). 15 % d'entre eux se sentent en danger (dont 32 % dans la région de Gao), ce qui représente une légère hausse du sentiment d'insécurité au niveau local par rapport à l'enquête précédente.



La proximité des zones de combats reste l'explication prédominante de ce sentiment, suivie par l'absence des autorités locales de l'État et la présence de groupes armés. De plus, le fait de se sentir « moyennement en sécurité dans son quartier » est partagé par l'ensemble des catégories de population interrogées (hommes, femmes, jeunes, PDI et personnes souffrant

¹⁴ Observation du facilitateur, journal de terrain, communes de Youwarou et Ténenkou, région de Mopti, octobre 2022.

de handicaps). Depuis 2021, des pourcentages légèrement accentués sont visibles pour les hommes et les jeunes qui se sentent « en danger dans leur quartier » notamment dans les régions de Gao et Tombouctou, même si les pourcentages de femmes partageant cette impression demeurent hauts.



Le sentiment d'insécurité a ainsi augmenté au niveau local depuis la dernière enquête, notamment pour les hommes jeunes et adultes car il reste lié au degré d'exposition directe à différents types de risques au quotidien.

L'ensemble des populations interrogées a, malgré tout, été contraint de changer certaines de leurs habitudes quotidiennes. Ainsi, plus de la moitié d'entre elles disent limiter leurs déplacements (73 % à Tombouctou, 60 % à Mopti et 55 % à Gao). Les modalités de déplacement ont aussi été modifiées, par exemple dans la région de Tombouctou : « *Dans la commune rurale de Rharous, à partir de 18 h, on ne peut plus circuler librement. Les populations essaient de limiter leurs déplacements et de changer leur façon de se déplacer. C'est-à-dire d'éviter de voyager en moto ou en voiture personnelle. L'idéal pour assurer sa sécurité est de voyager dans les moyens de transport en commun.* »¹⁵

Dans les alentours de Gao : « *l'insécurité est devenue leur quotidien, certaines (populations) n'arrivent pas à aller aux champs, à l'école, à voyager et à se déplacer à cause de l'insécurité résiduelle et tu ne peux parcourir 10 km vers le Gourma (le sud) sans être braqué.* ». Le poids des djihadistes sur les règles sociales et les activités quotidiennes se fait aussi plus pesant : « *(Les djihadistes) ont imposé à toute la population de la commune de Gabéro, dont le village de Gargouna fait partie, de payer une somme de 40 millions pour avoir la paix et la sécurité mais malgré que nous ayons payé la somme de 30 500000 FCFA, nous continuons de subir leurs menaces, ainsi que les vols de bétail et les braquages sur l'axe.* »¹⁶

Enfin, la diminution de la fréquentation des foires reste une constante avec un impact important sur l'activité économique locale.

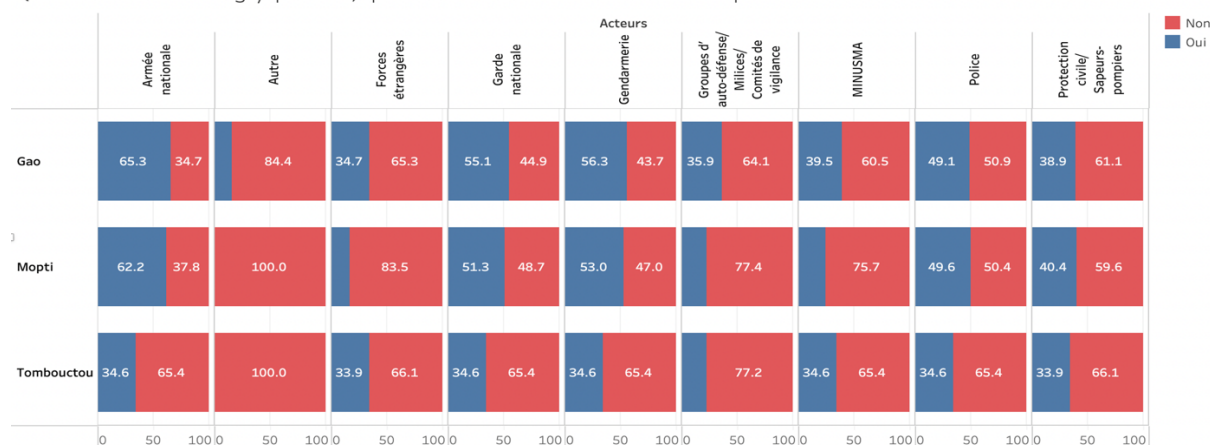
¹⁵ Propos recueillis par la facilitatrice, journal de terrain, commune d'El Walidji, région de Tombouctou, mars 2022.

¹⁶ Témoignage d'un homme adulte auprès du facilitateur, Gargouna, commune de Gabéro, région de Gao, octobre 2022.

4.2. Les acteurs de la sécurité présents

Selon les populations, les acteurs de la sécurité présents au quotidien au niveau local sont majoritairement l'armée, la gendarmerie, la garde nationale et la police. Ils sont généralement accessibles par l'intermédiaire des autorités locales, en se rendant à leur poste dans les zones urbaines ou en passant par un numéro vert. La présence de l'armée varie néanmoins selon les régions, de même que le niveau de sécurisation assuré. Si les patrouilles des forces de défense et de sécurité sont décrites comme étant plus nombreuses au sein des villes et sur les grands axes, elles sont moins rapportées dans les quartiers excentrés et les zones périphériques comme Gabéro près de Gao ou Lafia près de Tombouctou. Enfin, la présence des FDS peut également représenter un risque supplémentaire d'exposition des populations aux attaques djihadistes qui les ciblent particulièrement.

Q.3.1 Dans votre village/quartier, quels sont les acteurs de la sécurité présents ?



En dehors des forces de de défense et de sécurité nationales, la présence des groupes d'auto-défense et de la MINUSMA est également mentionnée par les enquêtés. Contrairement aux forces de défense et sécurité (FDS)¹⁷, ces acteurs bénéficient de taux de confiance variables et sont davantage perçus comme des sources potentielles d'insécurité.

Les groupes d'auto-défense continuent d'être cités comme assurant la sécurité au quotidien, principalement dans les régions de Mopti et de Gao où ils sont les acteurs principaux en cas d'absence des forces armées ou les intermédiaires entre elles et les populations. À titre d'exemple, dans la commune de Somadougou, dans la région de Mopti :

« À part ces groupes d'autodéfense, aucune autre force de sécurisation n'est présente dans la localité de Somadougou. La population collabore avec les forces de défense et de sécurité de façon indirecte. Il n'existe pas de contact direct entre la population et les FDS. Mais les FDS échangent avec les Donsos et souvent ils font des patrouilles ensemble. »¹⁸

Si la confiance qui leur est accordée reste forte dans la région de Mopti, elle a fortement diminué dans la région de Gao. Ainsi, 90 % des répondants de la région disent « ne pas leur faire confiance », notamment au sein de Gao ville et de Gabéro. Les femmes (48 %) et les

¹⁷ Cette appellation générale désigne ici l'ensemble des forces : armée, garde nationale, gendarmerie et police.

¹⁸ Observation du facilitateur, journal de terrain, commune de Somadougou, région de Mopti, octobre 2022.

jeunes (43 %) les considèrent particulièrement comme « une source d'insécurité ».

Cette situation est surtout due aux comportements hors la loi et aux violences arbitraires contre les populations (rapportés par 65 % des enquêtés) qui sont exercés aux « checkpoints » tenus par ces groupes le long des axes routiers, à la corruption et au chantage qu'ils permettent, même si cette situation s'est « allégée » à Gargouna depuis la dernière enquête, car « *la population s'est révoltée* » contre le groupe *Ganda Izo* quand les montants demandés sont devenus trop importants.¹⁹ Ces groupes représentent, enfin, une cible privilégiée pour les groupes djihadistes.

Pour la première fois, l'action des groupes d'auto-défense est liée non seulement à l'action des forces armées maliennes, mais aussi à l'activité des « éléments russes » actifs en leur sein et présentés par les autorités maliennes comme des « instructeurs ». Ainsi, à Somadougou, dans la région de Mopti : « *Aujourd'hui nos Donsos sont soutenus par les FAMA et les Russes. Ils font des opérations militaires ensemble (Donsos, FAMA et Russes), comme les chasseurs (donsos) connaissent bien les zones dangereuses.* »²⁰ La présence « d'éléments russes » dans les patrouilles de l'armée a également été rapportée à Tinagadji sur la commune de Tessit : « *Aucune force de sécurité n'est présente à Tinagadji. Toutes les forces de sécurité qui sont dans la commune se trouvent au chef-lieu de commune (Tessit) mais souvent l'armée malienne et Wagner font des patrouilles dans la zone* ».²¹

Les « éléments russes », contrairement à la MINUSMA, bénéficient, au moment de l'enquête, d'une perception positive de la part des répondants dans les régions de Gao et de Mopti. Cette perception est moindre dans la région de Tombouctou où leur présence n'était pas encore rapportée en octobre. Leur engagement aux côtés des FAMA est vu comme un signe d'action sur le terrain et d'efficacité :

*« Surtout les forces russes sont très bien appréciées car elles sont considérées comme des sauveurs potentiels venus au bon moment. La population affirme qu'elle voit leur présence à longueur de journée et qu'elle aperçoit des djihadistes capturés lors des patrouilles. La population affirme qu'elles font des patrouilles chaque semaine, surtout les jours des foires hebdomadaires, mais c'est toujours en collaboration avec les FDS maliennes. »*²²

Au contraire, la MINUSMA, reste considérée comme une source d'insécurité par 47% des enquêtés, notamment à Tombouctou et Gao. Il est reproché à la mission de ne pas intervenir en cas d'attaques contre les civils et de représenter une cible pour les groupes djihadistes, exposant les populations environnantes. Si la création d'emplois pour les jeunes a pu être soulignée dans la région de Gao, son mandat et son rôle précis sur le terrain sont peu connus, ce qui laisse un espace suffisant pour la propagation de rumeurs dans un contexte de tensions entre les autorités maliennes et les acteurs internationaux : « *Nous ne faisons pas confiance à la MINUSMA ni à aucune force étrangère, si elles avaient voulu cette crise aurait fini il y a longtemps, on ne sait même pas pourquoi elles sont là.* »²³

¹⁹ Observation de la facilitatrice, journal de terrain, ville de Gao, région de Gao, octobre 2022.

²⁰ Observation du facilitateur, journal de terrain, commune de Somadougou, région de Mopti, octobre 2022.

²¹ Observation du facilitateur, journal de terrain, commune de Tessit, région de Gao, octobre 2022.

²² Observation de la facilitatrice, journal de terrain, ville de Gao, région de Gao, octobre 2022.

²³ Témoignage d'un jeune résident auprès du facilitateur, quartier d'Abaradjou, commune de Tombouctou, région de Tombouctou, octobre 2022.

4.3. Les relations des populations avec les acteurs étatiques nationaux de la sécurité

En dépit des nombreuses insécurités locales, les relations entre les populations interrogées et les acteurs armés étatiques restent qualifiées de « normales » (56 %) avec des taux de confiance au-dessus de 95 % dans l'ensemble des trois régions. Les forces de défense et de sécurité sont considérées comme étant les acteurs de sécurité les plus légitimes, au-delà des critiques qui leur sont adressées. L'armée a pour rôles premiers, selon les répondants, de surveiller le territoire et de combattre les groupes non étatiques violents. Les forces de sécurité intérieures (garde nationale, gendarmerie et police) protègent, quant à elles, les populations locales des menaces internes et doivent assurer la sécurité des routes et des villes.

Les populations demeurent aussi dans une situation où les attentes et les aspirations à la protection sont d'autant plus fortes que l'insécurité perdure au niveau local. Si la présence des forces n'est pas uniforme ou effective, les patrouilles – même irrégulières - rassurent les populations qui font face, au quotidien, à différents acteurs de violence.

« À l'heure où nous sommes, l'armée fait des ravages envers les terroristes. Ils font de leur mieux pour dénicher l'ennemi de son nid. Même si tout ne peut être comme nous le souhaitons, ils méritent d'être encouragés. »²⁴

La violence peut également être exercée par les forces elles-mêmes de façon arbitraire, notamment à cause du manque de distinction entre acteurs combattants et civils. Les localités étudiées ici n'ont pas été concernées directement par ces faits, néanmoins, il a été possible de recueillir oralement des critiques et des inquiétudes renouvelées.

La première grande limite rapportée, de façon récurrente, est le manque d'intervention de l'armée, de la gendarmerie et de la garde nationale en cas d'attaques. En dépit de l'existence de numéros verts pour les populations, il reste difficile de les joindre par téléphone, particulièrement dans les zones rurales qui manquent d'infrastructures de réseau ou qui ont vu ces dernières être détruites volontairement par les groupes djihadistes. Il est aussi compliqué de les faire se déplacer, même en passant par les autorités locales (maires, chefs de quartiers ou de villages) qui ont pourtant accès à des contacts directs au sein des forces. La capacité de réaction en hommes et en matériel, en dehors des périmètres préalablement désignés, est alors interrogée.

Ainsi, 80 % des répondants expliquent ne pas avoir eu recours à un service de sécurité dans l'année qui a précédé, malgré les insécurités persistantes et quand cela a été le cas, ils se sont davantage adressés à la police et à la gendarmerie qu'à l'armée. En deuxième vient la peur des représailles si une personne est identifiée comme étant à l'origine de l'appel ou du signalement. C'est un facteur supplémentaire majeur de distance envers les forces, notamment dans les régions de Tombouctou et Gao, où la pression morale exercée par les groupes djihadistes s'est en effet accentuée dans certaines localités : *« Nous avons peur de collaborer avec les FDS, car les groupes djihadistes nous ont interdit tout contact avec nos militaires, l'État et les ONG humanitaires. »²⁵* L'indisponibilité ou l'absence des forces dans la

²⁴ Témoignage d'un habitant de Bazi Haoussa, journal de terrain, commune d'Ansongo, région de Gao, octobre 2022.

²⁵ Témoignage d'un jeune résident de Gargouna auprès du facilitateur, journal de terrain, commune de Gabero, région de Gao, octobre 2022.

zone est la troisième critique importante, mentionnée en particulier dans les localités rurales et dans la région de Tombouctou.

Par ailleurs, la présence locale des forces peut ne pas être un gage de sécurité et peut même favoriser les attaques des groupes djihadistes cherchant à cibler des acteurs étatiques. Enfin, dans les relations quotidiennes, il est particulièrement reproché aux forces de police et de gendarmerie leur corruption et le chantage qu'elles peuvent exercer sur les populations. À titre d'illustration dans la région de Gao :

« La population n'est pas satisfaite de leur démarche surtout la gendarmerie et la police qui ne sortent pas de la ville et qui ne font que faire payer les pauvres populations pour des petites erreurs de rien et parce que le banditisme continue toujours : les tueries, les vols à main armée et les civils restent toujours les victimes de ces bandits. »²⁶

De plus, *« parfois les relations sont tendues avec la police à cause du comportement de certains éléments envers les populations liés à la circulation routière, à la difficulté d'obtenir la carte d'identité nationale, et au contrôle des vignettes qui a même provoqué une bagarre entre la population et la police le 12 septembre 2022. »²⁷*

De façon générale, les interactions directes demeurent marquées par une méfiance réciproque qui est un trait saillant des enquêtes depuis 2021. Les risques liés au non-respect de l'anonymat restent élevés et expliquent, en grande partie, le manque de collaboration avec les forces, même si celle-ci est souhaitée et que le soutien moral existe par ailleurs :

« La grande difficulté dans la relation entre les forces de sécurité et la population c'est surtout le manque communication, collaboration. »²⁸

« La population a très généralement peur de partager certaines informations avec les forces de sécurité et d'être ciblée par les terroristes. Pour les habitants, la collaboration n'est pas à la hauteur de leurs souhaits. Il faut une force armée plus professionnelle et qui traite les informations données avec plus de professionnalisme. »²⁹

Ce manque de respect de la confidentialité des procédures se couple avec une méconnaissance des réalités locales qui creuse la distance avec les populations. À chaque enquête, la question de la maîtrise des langues locales par les forces est systématiquement évoquée.

Lors de cette enquête, l'inquiétude s'est également renforcée dans certaines localités de la zone de Tombouctou et de Gao sur le risque que cette mauvaise compréhension fait peser sur les populations, notamment celui de bavures : *« Les forces ne savent pas faire la différence entre les populations. Elles ne savent pas qui est le mal intentionné qui ne l'est pas. Du coup, elles sont très méfiantes de la population. »³⁰*

²⁶ Témoignage d'habitants de Bazi Haoussa auprès du facilitateur, journal de terrain, commune d'Ansongo, région de Gao, octobre 2022.

²⁷ Observation du facilitateur, journal de terrain, Gao ville, région de Gao, octobre 2022.

²⁸ Témoignage d'une autorité locale auprès du facilitateur, journal de terrain, quartier de Hammabangou, commune de Tombouctou, région de Tombouctou, octobre 2022.

²⁹ Journal de terrain de la facilitatrice, Mopti ville, quartier de Taikiri, région de Mopti, octobre 2022.

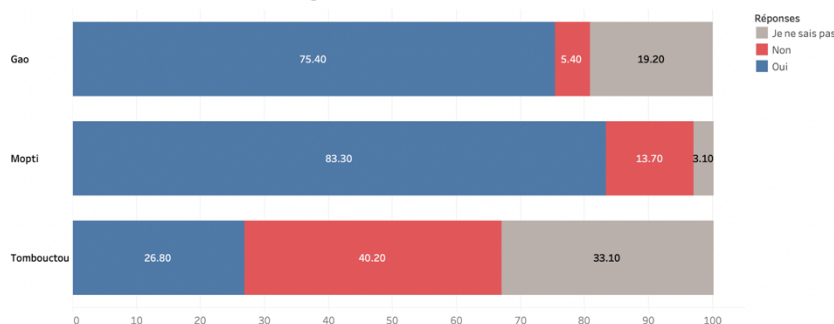
³⁰ Témoignage d'une autorité locale du quartier d'Abaradjou auprès du facilitateur, journal de terrain, commune de Tombouctou, région de Tombouctou, octobre 2022.

« Les populations veulent que les autorités songent à la sécurisation de la zone de Tinagadji et que l'armée cesse les bavures, tout le monde n'est pas terroriste. Il faut que l'armée arrête de faire l'amalgame, tous les Peuls ne sont pas des terroristes et tous les Touaregs ne sont pas des rebelles, il faut savoir faire la différence. »³¹

Pour autant, en général dans les localités enquêtées, le risque d'un comportement différent des forces reste moins fondé sur l'aspect communautaire que sur le profil socio-économique des individus : les hommes jeunes, les éleveurs et les transporteurs demeurent les plus exposés du fait de leurs activités et de leur mobilité. Les transporteurs sont ainsi particulièrement exposés à la corruption quotidienne sur les routes, de même que les éleveurs qui font également l'objet de contrôle d'identité fréquents au même titre que les jeunes soupçonnés d'exercer des activités illicites voire de servir d'informateurs aux groupes djihadistes.

66 % des répondants affirment, par ailleurs, que le comportement des forces de sécurité est resté le même avec toutes les communautés, ce qui est une tendance large de l'année 2022. Néanmoins, la différence à noter, en octobre, est les 40 % de réponses négatives dans la région de Tombouctou, expliqués à 82 % par la méconnaissance de la réalité locale reprochée aux forces de sécurité. De possibles préjugés sont également évoqués par les répondants jeunes.

Q. 4.19 Sur les 3 derniers mois, pensez-vous que les FDS se comportent de la même façon avec toutes les communautés dans votre région ?



Enfin, la capacité d'accès aux services de sécurité est également relativement importante pour toutes les catégories interrogées (entre 60 et 70 %). Néanmoins, des discriminations d'accès et de traitement par les forces restent possibles pour les personnes en situation de handicap, les personnes déplacées internes et les femmes. Cela s'exprime notamment par des difficultés d'accès en termes d'infrastructures pour les personnes handicapées ou par des différences de traitement pour les deux dernières catégories qui ont davantage de « mal à s'exprimer » que ce soit en raison de leur position de vulnérabilité ou de leur genre. La peur de s'adresser directement aux forces, de ne pas être considérées, ou d'être mal vues au sein de la communauté est ainsi un facteur majeur de distance envers les forces.

³¹ Témoignages d'habitants auprès du facilitateur, commune Tessit, région de Gao, octobre 2022.

4.4. Les relations entre la société civile et les questions de sécurité

Dans leur grande majorité, les répondants souhaitent pouvoir discuter avec les forces des questions de sécurité (dont 94 % à Tombouctou, 68 % à Mopti et 66 % à Gao). Ces échanges existent déjà, mais sont souvent entrepris via des intermédiaires que ceux-ci soient des autorités étatiques, coutumières ou religieuses locales ou qu'ils soient acteurs de la société civile.

En effet, si l'armée est le premier acteur cité comme s'occupant de la sécurité des populations au quotidien, les autorités traditionnelles et religieuses ont été évoquées en deuxième choix (notamment pour la région de Tombouctou) lors de cette enquête. Dans plusieurs situations d'insécurité, les chefs de quartiers et de village jouent un rôle important. Ils peuvent orienter les personnes concernées vers les forces ou les autorités compétentes ou recueillir la parole et les demandes des gens « *quand ils ont peur* ». ³² Dans les régions de Tombouctou et de Mopti, ils sont appelés (respectivement à 46 et 32 %) avant l'armée en cas d'attaque par des individus armés. Ils sont également au premier plan s'il existe des tensions entre communautés, dans les trois régions. Enfin, ils sont désignés comme intermédiaires en cas d'injustice ressentie par les populations de la part des forces.

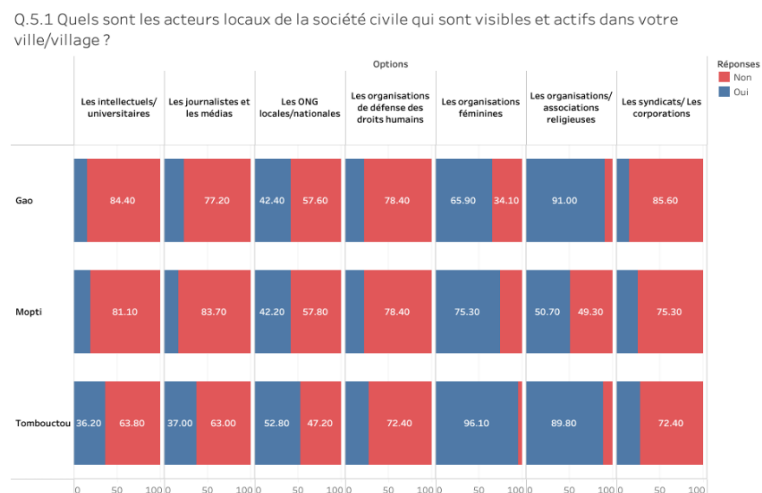
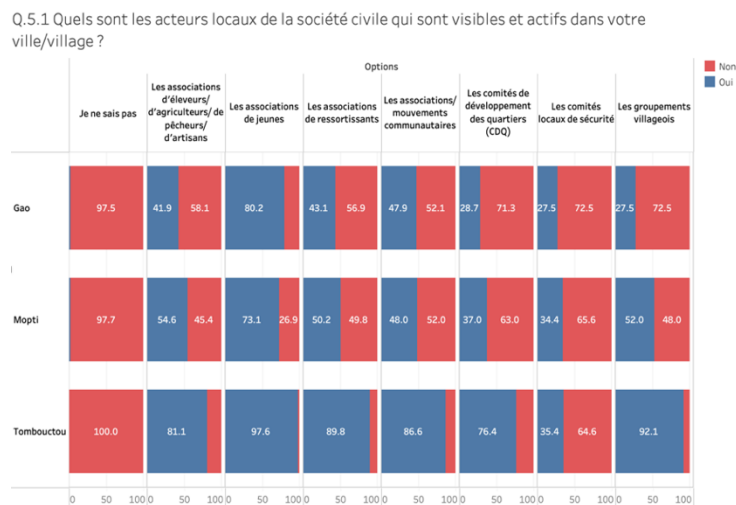
Ce sont des acteurs majeurs en raison de leur capacité à dialoguer avec tous les protagonistes impliqués, de leur écoute des populations et de leur connaissance de la situation locale. Ils peuvent ainsi jouer un rôle privilégié dans le dialogue souhaité par les populations avec les forces. D'ailleurs, les populations souhaiteraient pouvoir avoir, par ordre d'importance : des réunions régulières entre les forces et les citoyens, entre les autorités locales et les forces, mais aussi entre ces dernières et la société civile.

En effet, pour 76 % des personnes enquêtées, la société civile joue un rôle sur les questions de sécurité. S'il demeure difficile pour les populations, notamment dans les zones rurales, d'identifier les acteurs locaux de la société civile actifs en ce sens, les principaux acteurs cités restent, par ordre de fréquence :

- les associations de jeunes (81 %) ;
- les associations et organisations religieuses (73 %) ;
- les associations de femmes (77 %) ;
- les associations et mouvements communautaires / les associations d'éleveurs et d'agriculteurs, les associations de ressortissants (57 %) ;
- les groupements villageois (53 %).

³² Échanges avec les facilitateurs lors de la restitution des résultats, Bamako, octobre 2022.

Avec la répartition par régions suivante :



Les principaux rôles prêtés à ces acteurs sont l'organisation de réunions sur la sécurité pour informer la population et veiller au bon déroulement des actions de sécurité pour la région de Mopti, la transmission d'informations liées à la sécurité aux autorités politiques locales et nationales dans la région de Tombouctou et des contacts et échanges directs avec les forces, notamment dans la région de Gao.

Ces acteurs continuent également de jouer un rôle extrêmement fort dans la médiation et la gestion de conflits locaux, comme c'est le cas pour les acteurs religieux dans la zone de Gao :

« Les relations entre les religieux, les acteurs de la sécurité, les autorités et les populations sont bonnes. Les religieux sont très écoutés et respectés par les populations. Les organisations de la société civile les consultent d'abord avant d'organiser une marche ou une manifestation contre l'insécurité. Ils organisent des journées de prêche et des émissions à la radio pour sensibiliser les populations sur la cohabitation, la paix et le vivre ensemble entre les communautés. Ils sont les bouches et les oreilles des populations auprès des forces de sécurité. »³³

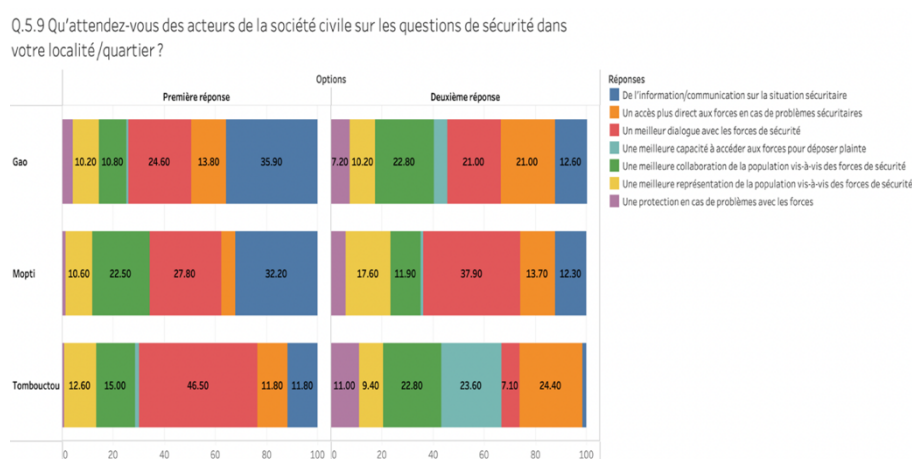
³³ Observation du facilitateur, journal de terrain, ville de Gao, région de Gao, octobre 2022.

De même pour la Coordination des associations et organisations féminines (CAFO) de Gao qui est « *membre du comité consultatif local de sécurité³⁴ et fait des plaidoyers auprès des autorités de la région pour la protection des femmes dans les situations d'insécurité.* »³⁵

Les associations de jeunes demeurent également très actives dans la sécurisation des localités ou des quartiers en organisant des patrouilles, notamment nocturnes, et des réunions pour discuter de la situation sécuritaire locale. Ces « jeunes » sont généralement connus par les forces et peuvent échanger avec elles.³⁶

Cependant, cette enquête souligne que leur capacité effective d'action, en dehors des centres urbains, est rendue extrêmement difficile par le contexte d'insécurité trop fort, par la peur des représailles et des intimidations qu'il engendre et, de façon plus structurelle et globale, par le manque récurrent de budget et d'unité autour de la thématique de la sécurité. Une certaine politisation de la société civile est mentionnée dans la ville de Gao. De la méconnaissance, voire de la méfiance ont également été exprimées dans la région de Tombouctou : « *Il y a beaucoup d'associations et des regroupements qui font des réunions et des rencontres pour parler de la sécurité, mais je pense que c'est juste un moyen pour se faire de l'argent³⁷* ».

Pour autant, comme auprès des forces de sécurité et de défense, les attentes des populations demeurent importantes. La société civile joue un rôle d'intermédiaire à renforcer sur les questions de sécurité en permettant un meilleur dialogue avec les forces (souhaité à 31 %, en particulier à Tombouctou), en étant en mesure d'apporter des informations et de communiquer sur la situation sécuritaire (à 28 % et plus spécialement à Gao et Mopti) et en rendant possible une meilleure collaboration de la population vis-à-vis des forces de sécurité (à 16 % et surtout à Mopti).



³⁴ Les comités consultatifs locaux de sécurité sont généralement mis en place par les autorités locales et incluent les jeunes comme les aînés et les figures communautaires. Ils sont déclarés auprès de la mairie ou de la préfecture. Des discussions ont lieu en leur sein sur les moyens d'assurer la sécurité de la localité (à l'instar de patrouilles ou de réunions de sensibilisation) et les décisions sont prises en commun.

³⁵ *Idem.*

³⁶ Observation du facilitateur, journal de terrain, ville de Tombouctou, région de Tombouctou, octobre 2022.

³⁷ Témoignage d'une femme adulte auprès du facilitateur, quartier de Hammabangou, ville de Tombouctou, région de Tombouctou, octobre 2022.

Conclusions

Cette seconde enquête, menée au Mali pour l'année 2022, confirme les attentes importantes de protection exprimées par les enquêtés vis-à-vis des forces de sécurité et de défense, dans un contexte où l'insécurité locale persiste, voire se dégrade dans le Nord.

Si la meilleure visibilité des patrouilles de l'armée et la présence des « éléments russes » continuent d'être perçues comme des éléments encourageants, la persistance des risques quotidiens, l'augmentation du nombre de personnes déplacées internes inquiètent dans les localités les plus concernées par les attaques et la présence djihadiste. De plus, le risque d'une dégradation des relations entre populations hôtes et personnes déplacées dans les zones urbaines d'accueil est grandissant. Des tensions sur des lignes communautaires peuvent également être redoutées.

Le risque de confusion et de bavures de la part des forces sur les populations s'est exprimé de façon plus insistante lors de cette collecte. Dans les localités rurales comme urbaines, une amélioration du comportement des forces est espérée dans leurs pratiques quotidiennes que ce soit au regard de la corruption ou des procédures d'identification.

Recommandations

- La grande majorité des organisations de la société civile est aujourd'hui engagée dans des activités relatives à la sécurité, souvent sur sollicitation des populations. Il est important de former les acteurs locaux de la société civile sur ces questions et les doter de moyens pour qu'ils puissent jouer un rôle dans ce domaine, en particulier pour faciliter les échanges d'information entre les forces de défense et de sécurité et les populations.
- La proximité des forces est un élément essentiel dans l'amélioration du sentiment de sécurité. Le mandat des différentes forces – y compris celui de la MINUSMA - est généralement mal connu et/ou compris des populations ce qui engendre des incompréhensions face à ces forces « qui n'interviennent pas ». Des campagnes de sensibilisation devraient être organisées avec le soutien des OSC et des autorités locales sur les rôles et mandats des forces nationales et internationales.
- Les populations attendent des forces qu'elles les protègent, qu'elles interagissent avec elles par le biais des autorités locales et qu'elles participent à la vie des communautés notamment aux activités sociales. Les forces ont également besoin du soutien des populations et des informations qu'elles peuvent recueillir, échanges aujourd'hui difficiles par crainte pour les populations d'être identifiées par les groupes armés. Les bataillons doivent être formés sur les questions de droits humains et violences basées sur le genre pour que les armées ne se rendent pas coupables d'exactions, de discriminations et de violences.